



**Génocide à Gaza : briser le silence et dénoncer la complicité
 des grandes puissances**

Le Madleen, petit navire parti d'Italie le 1^{er} juin dernier, a été intercepté par Israël dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il était encore dans les eaux internationales. Affrété par la coalition « Flottille de la liberté », il avait à son bord douze militants, dont la militante écologiste Greta Thunberg ou encore la députée européenne LFI Rima Hassan, et il transportait du matériel humanitaire, dans le but de briser le blocus subi par les habitants de Gaza. L'équipage est aux mains de l'armée israélienne. La précédente édition de la Flottille, partie de Turquie pour rallier Gaza en 2010, s'était terminée en bain de sang, avec dix morts parmi les militants suite à leur arraisonnement par l'armée israélienne.

Pendant ce temps à Gaza, l'armée tire sur des foules affamées

À Gaza, la population continue à être en proie à la famine et aux bombardements incessants. Même l'aide humanitaire, instrumentalisée par l'État israélien, tourne au massacre : après avoir interdit l'entrée de Gaza aux organisations humanitaires, il a mis sur pied la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une société privée américaine chargée de quelques distributions de vivres. Des distributions qui sont en réalité des pièges sanglants, puisque l'armée tire sur la foule, avec déjà des dizaines de morts et des centaines de blessés. Il en profite aussi pour continuer à déplacer la population palestinienne à sa guise, en promettant l'accès à de l'aide dans certaines zones prédéfinies par l'armée. Partir ou mourir, tel est l'unique message adressé à la population de Gaza

par le gouvernement israélien, qui mène son offensive génocidaire en toute impunité.

Travailleurs et travailleuses, nous pouvons dire non au massacre !

Il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'Union européenne ou d'un Macron pour stopper l'État d'Israël dans sa course en avant criminelle. Au mieux, ce sont des mots et de l'impuissance, au pire des larmes de crocodile côté pile et du soutien côté face. L'État français en est un des pires exemples. Tout en faisant mine de changer de discours, il continue à criminaliser le soutien à la cause palestinienne, à coup de menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine, de procès pour de prétendues « apologies de terrorisme » ou de sanctions à une enseignante ayant autorisé une minute de silence pour Gaza en classe. Et surtout, il continue à livrer des armes, ce que les dockers de Fos-sur-Mer ont dénoncé la semaine dernière, refusant d'embarquer les 14 tonnes de pièces détachées de matériel militaire destiné à Israël. Nous devons nous saisir de toutes les possibilités de nous opposer à ce génocide qui se déroule au su et au vu de tous, par des rassemblements, des manifestations. En Israël, des manifestants brandissant des photos d'enfants tués à Gaza ont affirmé : « non au génocide » et « la vie des Palestiniens nous importe ». Partout dans le monde, nous devons amplifier la mobilisation.

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires" : un bulletin politique du NPA à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.



SNCF : 1 675 licenciements en 2024

Alors que les médias nous rabâchent régulièrement leur cheminot-bashing en fantasmant un statut idyllique et en inventant des avantages à faire pâlir les sénateurs, on vient d'apprendre le nombre de licenciements à la SNCF. En 2024, 1 675 collègues ont été licenciés, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2023. Et ils osent nous parler de sécurité de l'emploi ? Si la direction durcit le ton, on doit répondre à la hauteur : commençons par interdire les licenciements !

Solidarité avec Anthony, mis à pied pour avoir dénoncé des violences sexistes

Militant Sud-Rail à Paris Nord, Anthony avait défendu une jeune collègue intérimaire victime de harcèlement sexuel. Plutôt que de soutenir la victime, la direction s'en ait prise au délégué syndical qui avait osé dénoncer ces pratiques, en le convoquant à un entretien disciplinaire. Notre mobilisation lui a empêché d'écoper d'une sanction trop lourde, mais la direction a quand même eu le culot de le désigner coupable, avec un jour de mise à pied. Honteux. Celui qui dénonce les violences n'a rien à se reprocher. En revanche, l'entreprise qui permet ces violences devrait être condamnée.

L'été en vacances, trop demander ?

La direction refuse nos congés d'été sous prétexte de ne pas vouloir alléger le plan de transport. Déjà l'an dernier, personne n'avait pu prendre de congés à cause des JO. Chaque été c'est la croix et la bannière pour profiter du soleil avec notre famille et nos amis. Ça suffit !

Au Casi, frigos en panne, salaires gelés

Au CASI de Villeneuve, les chambres froides étaient en panne la semaine dernière. En plus des salaires précaires et du rythme infernal, on a dû installer des réfrigérateurs aux quatre coins de la cuisine : de quoi nous permettre de faire nos 10 000 pas par jours finalement ! Cheminots ou employés du CASI, pas un salaire en-dessous de 2 000 € nets.

Rainbow-washing

Avec juin et l'arrivée du mois des fiertés qui célèbre chaque année le combat contre les oppressions des personnes LGBTQ+, la SNCF



ressort sa rame TGV arc-en-ciel. Si la boîte cherche surtout le coup de com', le sexisme et l'homophobie, tout comme le racisme, sont des poisons qui nous divisent et nous affaiblissent face à nos patrons. À nous de les combattre, en commençant par ne pas leur laisser de place sur nos lieux de travail !

Képi à gland ou gland à képi ?

Le sous-préfet de Thionville a comparé les contrôleurs SNCF à ceux de Trenitalia, en expliquant que « *la seule chose faite par le contrôleur de la SNCF est d'avoir dormi dans son compartiment alors que son homologue n'a pas cessé de travailler y compris en m'amenant mon repas, en ramassant les déchets...* » Selon lui, à la SNCF, on « se cache pour en faire le moins possible ». Lui ne se cache pas pour étaler son mépris des travailleurs puisqu'il écrit tout cela depuis son compte officiel. Chiche d'échanger pour une journée son képi à gland contre une casquette d'ASCT ?

Trans-devins ?

La ligne Marseille-Toulon-Nice a été reprise par Transdev. Renaud Muselier, président de la région PACA, annonce qu'il y aura plus de trains, tout neufs, moins chers, mais surtout 97% de trains qui arrivent à l'heure ! Alors qu'ils n'ont pas encore roulé ! Un si bon devin devrait être en capacité de résoudre le problème des 3% de retards du coup, non ?

12 juin : La Poste requiert 5 ans de prison contre des syndicalistes

Occuper le siège de sa direction n'est pas un crime ! Nous même à PSE ne sommes pas en reste de ce genre d'initiatives pour mettre la pression à une direction qui reste sourde à nos revendications. Et pourtant, c'est pour cette raison que la direction de La Poste cherche à sanctionner Yann, Gaël - tous deux licenciés - et trois autres facteurs (Sud PTT) de 5 ans de prison et 75 000€ d'amendes. Motif officiel : "violation du **domicile professionnel**". On en rirait si ce n'était pas si grave... L'acharnement de La Poste à vouloir emprisonner des syndicalistes, 10 ans après les faits, est hautement politique. Ne laissons pas les camarades seuls et retrouvons-nous au **Tribunal de Paris (Métro porte de Clichy) le 12 juin à 12h** pour les soutenir durant leur procès. Scanne le QR Code pour plus de précisions.

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires" : un bulletin politique du NPA à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.

